



AVENANT ACCORD-CADRE REGIONAL OCCITANIE

POUR L'EMPLOI ET LA QUALIFICATION DES JEUNES

ENTRE

Le préfet de la région Occitanie,

Représenté par Julien TOGNOLA, le Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, à la DREETS Occitanie, située, 1 place Emile Blouin - CS 90 007 -031952 Toulouse cedex 9

ET

Prism'emploi Occitanie

Professionnels du recrutement et de l'intérim

Situé au 7 rue Mariotte 75017 PARIS

Représenté par Monsieur Matthieu OURLIAC, son Président régional, et Madame Katia SANTORO, sa Vice-Présidente régionale

ET

L'association Régionale des Missions Locales Occitanie

Située au 185 Bis Allée du Nouveau Monde 34000 Montpellier

Antenne : 61 Rue Pierre Cazeneuve 31200 Toulouse

Représentée par Monsieur François RIO, son Président

ET

AKTO, Opérateur de compétences des services à forte intensité de main-d'œuvre

Situé au 14 rue Riquet 75019 Paris

Représenté par, Monsieur Jean HEDOU, son Président et Monsieur Laurent BARTHELEMY, son Vice-Président

ET

Le Fonds d'action sociale du travail temporaire (FASTT)

Situé au 24 rue de Clichy 75009 Paris

Représenté par Richard GRIVAUD, son Président

ET

Le Fonds Professionnel pour l'Emploi du Travail Temporaire (FPE.TT)

Situé au 24 rue de Clichy 75009 Paris

Représenté par Monsieur Patrick TUPHE, son Président

Paraphe 1 Paraphe Paraphe DS Paraphe DS Paraphe
FR JH PT MA KS RC BE



Direction Régionale
du Développement, de l'Emploi,
de l'Insertion et des Solidarités (DREIF)



Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans un contexte où le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans s'établit à 19,7 % (au 3^e trimestre 2024) contre 6,6 % chez les 25-49 ans, la réduction de ce taux et la diminution du nombre de jeunes qui ne sont ni en emploi ni en études ni en formation constituent des priorités du Gouvernement.

A cette fin, la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi poursuit notamment l'objectif, en organisant le réseau pour l'emploi, de renforcer la coopération et la coordination entre les acteurs du champ de l'emploi et de l'insertion, autour d'une logique de patrimoine commun. Elle doit permettre de répondre aux besoins des demandeurs d'emploi, et en particulier des plus éloignés de l'emploi, et de prévenir les ruptures de parcours ainsi que de favoriser les recrutements auprès des employeurs. Elle conforte ainsi les différents dispositifs déjà déployés en faveur des jeunes pour accéder à l'emploi, qui sont notamment mis en œuvre par les missions locales.

Les entreprises et les partenaires sociaux ont un rôle essentiel à jouer pour la concrétisation de cette ambition en participant à l'amélioration de la qualification des jeunes, en renforçant leur employabilité et en consolidant leur accès à l'emploi.

C'est pourquoi, l'implication de Prism'emploi, branche professionnelle du travail temporaire, sa mise en réseau avec l'Union nationale des missions locales, l'opérateur de compétences AKTO, le fonds d'action sociale du travail temporaire, le fonds professionnel pour l'emploi du travail temporaire et le ministère en charge du travail dans le cadre de la démarche « Mission jeunes » est primordiale.

Déployée depuis 2014, « Mission jeunes » propose aux jeunes des missions d'intérim complétées par des actions d'accompagnement afin de favoriser et consolider leur insertion professionnelle. La formation, axe prioritaire de l'accord-cadre, est ainsi mobilisée en articulation avec des missions d'intérim. Elle apporte une réponse aux difficultés de recrutement des entreprises tout en favorisant l'accès à l'emploi des jeunes à des postes auxquels ils n'auraient pas eu accès autrement (manque d'expérience professionnelle, absence de certaines formations et habilitations nécessaires, diplôme inadapté au poste ciblé, etc.).

La démarche a fait la preuve de sa capacité à actionner les bons leviers au bon moment pour répondre aux besoins des jeunes et aux besoins de recrutement des entreprises locales.

Cette coordination d'acteurs est guidée par trois principes :

1. Faciliter l'accès à l'emploi et à la qualification des jeunes qui en sont éloignés et leur donner l'opportunité d'une première expérience professionnelle en favorisant l'accès à des missions d'intérim ;
2. Rapprocher les jeunes et les entreprises, faire connaître les métiers, les opportunités d'un territoire et apporter une réponse qualifiée aux besoins des entreprises tout en leur offrant l'opportunité de recruter autrement en diversifiant les profils ;
3. Proposer des solutions pour accompagner une insertion durable dans l'emploi dans le cadre d'un accompagnement sur mesure des jeunes, intégrant la levée des freins périphériques à l'emploi.

« Mission jeunes » inscrit ainsi son action dans les objectifs de la loi pour le plein emploi et plus généralement dans l'objectif du Gouvernement de lutter contre le chômage des jeunes.



Direction Régionale
de l'Économie, de l'Emploi,
de l'Insertion et des Solidarités (DREETS)



Le présent avenant a pour objet de prolonger l'accord régional signé le 20 juillet 2023 et de reprendre les objectifs opérationnels du nouvel accord cadre national Mission Jeunes signé le 4 février 2025 entre l'Etat, l'UNML, Prism'emploi, le FASTT, le FPETT et AKTO.

La convention de partenariat est ainsi modifiée

Article 1. Objectifs opérationnels de l'accord-cadre

Afin de renforcer l'accès à l'emploi durable des jeunes accompagnés par les missions locales et de répondre aux besoins en compétences des entreprises, les signataires du présent accord se fixent comme objectifs de :

- mobiliser des missions d'intérim pour permettre aux jeunes d'accéder à des premières expériences professionnelles et d'acquérir des compétences professionnelles ;
- d'intensifier le développement de la qualification des jeunes pour répondre aux besoins des entreprises en lien avec les perspectives d'emploi sur les territoires via l'accès aux dispositifs d'alternance et de formation de la branche et de droit commun ;
- d'assurer la continuité des parcours professionnels, en prenant en compte les freins d'accès à l'emploi (logement, mobilité, garde d'enfants, santé, ...) et les projets personnels à accompagner ;
- de favoriser la capitalisation des pratiques territoriales éprouvées.

Pour cela, il apparaît nécessaire de s'appuyer au préalable sur un **diagnostic territorial partagé** par l'ensemble des parties prenantes, identifiant notamment les besoins d'accompagnement des jeunes, les besoins des entreprises locales et les ressources à disposition.

Article 2. La gouvernance territoriale

La DREETS impulse une fois par an un **comité de pilotage** avec l'ensemble des représentants régionaux désignés. Il y sera notamment rendu compte par chacun, des éléments de capitalisation des actions menées.

Ce comité est composé de représentants de la DREETS, de l'ARML Occitanie, de Prism'emploi Occitanie, d'AKTO, du FPE.TT et du FASTT et en tant que de besoin des missions locales et des agences d'emploi.

Article 3. Durée de l'accord

L'avenant prend effet à compter du 23 octobre 2025 et est applicable jusqu'au 23 octobre 2028.

Paraphe 3-Paraphe Paraphe DS Paraphe DS Paraphe

FR JH PT MA KS RC BE



Direction Régionale
de l'Économie, de l'Emploi,
du Travail et des Solidarités (DRETS)



Tous les autres articles de la convention régionale restent applicables.

Fait le 23 octobre 2025

Pour la préfecture d'Occitanie, le Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités.

Par délégation, le Directeur Régional Adjoint, Responsable du Pôle Entreprises, Economie, Emploi.
Bastien Espinassous,

Signé par :

Bastien ESPINASSOUS

23F0A259BF364E8...
Pour l'association régionale des Missions Locales Occitanie,

Signé par :

François RIO

7EA93AE8A2894D5...
Pour Prism'emploi Occitanie,

DocuSigned by:

Mathieu OURUAC

669818E33EA6411...
Pour AKTO, Opérateur de compétences des services à forte intensité de main-d'œuvre,

Signé par :

Katia SANTORO

326BE842DC63448...

Signé par :

FASTT

0FC05408228A478...
Pour le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT),

DocuSigned by:

[Signature]

E04ED128BCFB419...
Pour le Fonds Professionnel pour l'Emploi du Travail Temporaire (FPE.TT),

Signé par :

Patrick TUPHÉ

39D81C1D534742F...

Paraphe

FR

Paraphe

4 *[Signature]*

Paraphe

PT

DS

MO

Paraphe

KS

DS

RC

Paraphe

BE